



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 12 octobre 2017 (6^{ème} séance)

Délibération n° COM 2017-10-12/12

OBJET : Prise en charge de frais de déplacement d'un partenaire

L'an deux mille dix-sept, le douze octobre à 19h38, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Morne-A-L'Eau sous la Présidence de Madame Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épouse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MARCEL Edmond, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

M. ROUX Harry à M. HILL Joseph
M. BARDAIL Jean à Mme CARDOVILLE Prisca

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

Mme OUJAGIR Nadia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Caroll, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme RAMASSAMY Yvelle

A été élu secrétaire de séance : M. PORLON Pierre

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant qu'une délégation de la CANGT composée de techniciens a effectué la visite d'une unité d'agro-transformation en Martinique en novembre 2016.

Considérant que l'objectif était de bénéficier d'un retour d'expérience dans l'optique de la réalisation du projet d'atelier de transformation agro-alimentaire.

Considérant qu'à ce titre, un ingénieur de l'INRA a été sollicité pour accompagner les techniciens sous réserve d'une prise en charge des frais du voyage par la Communauté à hauteur de 221,75 € (deux-cent-vingt-et-un euros et soixante-quinze centimes).

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des votants

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la prise en charge d'un montant de 221,75 € (deux-cent-vingt-et-un euros et soixante-quinze centimes), correspondant au coût du billet d'avion de Monsieur Louis FAHRASMANE, agent de l'Institut national de la recherche agronomique, à l'occasion de la visite d'une unité d'agro-transformation en Martinique le 23 novembre 2016.

ARTICLE 2 : D'approuver l'imputation de cette dépense au chapitre 011 article 6251 du budget 2017 de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté et le comptable public sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Transmis en Préfecture le 14/11/2017

N° de télétransmission: 971-200044691-20171012-COM2017101212-DE



La Présidente

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.